



NOUS ALLONS MODERNISER L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

« Le monde d'aujourd'hui est très différent de ce qu'il était lorsque les Nations unies ont été créées il y a 75 ans. Il y a plus de pays, plus de personnes, plus de défis mais plus de solutions. Nos méthodes de travail doivent suivre le rythme et s'adapter. Nous soutenons les réformes en cours du Secrétaire général. Elles créent une organisation plus agile, plus efficace et plus responsable qui peut mieux fonctionner sur le terrain et s'adapter aux défis mondiaux. Nous réitérons notre appel à la réforme de trois des principaux organes des Nations Unies. Nous nous engageons à insuffler une nouvelle vie aux discussions sur la réforme du Conseil de sécurité et à poursuivre les travaux visant à revitaliser l'Assemblée générale et à renforcer le Conseil économique et social. La révision de l'architecture de la consolidation de la paix a notre plein appui ».

Assemblée générale des Nations unies, « [Déclaration UN75](#) », septembre 2020, A/RES/75/1.

« Reconnaissant que la Charte des Nations unies a 75 ans, nous avons discuté de la nécessité de nouvelles structures pour assurer la poursuite des progrès. Même si le rôle de l'ONU dans la garantie de la paix a pu s'accroître, il reste beaucoup à faire, en particulier les questions qui dépendent de la collaboration entre les États ».

Dialogues organisés par l'UNA-USA, San Francisco, avec des personnes d'âges, de professions et de sexes différents.

DONNÉES SUR CET ENGAGEMENT

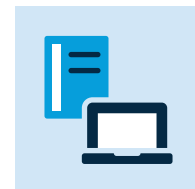
Les dialogues de l'ONU75



Enquête UN75



Aperçu de la recherche



Nous organisons les données pertinentes de l'ONU75 recueillies tout au long de l'année 2020 en fonction des [12 engagements de la Déclaration de l'ONU75](#). Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

DES DIALOGUES UN75¹

OU NOUS SOMMES MAINTENANT

De nombreux participants, en particulier ceux des pays à faible et moyen développement humain, ont souligné les opportunités limitées et parfois de plus en plus réduites d'inclusion de la société civile (en particulier pour les femmes et les groupes minoritaires) et d'autres parties prenantes dans les processus décisionnels et de consultation de l'ONU.

Les participants ont demandé que le Conseil de sécurité soit plus représentatif, en particulier avec une représentation accrue du continent africain. Discutant de l'équilibre actuel des pouvoirs inégal au Conseil de sécurité, avec cinq membres permanents jouissant du droit de veto, les participants ont mis en doute l'impartialité de l'ONU. D'autres ont rappelé l'effondrement de la Société des Nations et la nécessité de veiller à ce que les grandes puissances restent à la table pour éviter des guerres interétatiques à grande échelle. Ces derniers participants se sont davantage concentrés sur la nécessité d'une représentation géographique et régionale accrue au Conseil de sécurité.

Les participants ont noté qu'il était difficile d'accéder aux informations pour les aider à comprendre pleinement l'ONU et son travail. Ils ont appelé à une plus grande communication, la transparence et une IMPUTABILITÉ à travers la Organization, y compris sur l'information financière.

« Les Nations unies et d'autres agences de développement mènent mal l'engagement communautaire. Parfois, elles sont extractives et ne fournissent aux communautés aucune démonstration de l'endroit où l'information est passée »

Ernest Gibson, Fidji, 16-30 ans, professions mixtes, principalement des femmes.

Beaucoup étaient préoccupés par le manque de mise en œuvre des accords internationaux au niveau des pays, en particulier pour le développement et les conflits. Ils ont également souligné l'insuffisance de suivi et d'évaluation des programmes des Nations Unies. Beaucoup ont affirmé que l'organisation souvent ne parvient pas à effectivement maintenir la paix.

« Tout le système s'effondre si les recommandations données par l'ONU sont ignorées et méconnues et, par conséquent, la méfiance du public devient un problème. L'escalade d'un conflit n'a pas besoin de se produire pour que des mesures appropriées soient prises ».

Dialogue organisé par le Bureau des Nations unies à Bakou, Azerbaïdjan, 31-45 ans, cadres et professionnels, mixte.

Un certain nombre de participants de pays à revenu faible ou intermédiaire ont exprimé des inquiétudes concernant un engagement parfois insuffisant de la communauté dans le travail de mise en œuvre de l'ONU, ce qui a été perçu comme susceptible d'entraver le soutien des parties prenantes locales et de saper l'efficacité. Certains participants craignaient que la mise en œuvre des projets ne respecte parfois les cultures, les pratiques et la vision du monde locales.

« [...] à moins que nous, au niveau local, ne nous engageons dans le système et ne fassions progresser nos droits par des actions, ces objectifs restent simplement sur le papier ».

Confederation of Young Leaders, Inde, 16-30 ans, étudiants, mixte.

1. Ce rapport contient un résumé de l'analyse de 1 141 résumés de dialogue de l'ONU75 reçus de 94 pays entre le 2 janvier et le 7 novembre 2020. Les résumés des dialogues ont été analysés en partenariat avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

OÙ NOUS VOULONS ÊTRE

Les participants attendaient avec impatience une ONU qui impliquerait davantage les parties prenantes minoritaires dans les processus politiques. En Amérique latine et dans les Caraïbes, en Asie centrale et méridionale et en Asie de l'Est et du Sud-Est, de nombreux participants ont appelé à une plus grande participation des communautés autochtones, des femmes, des personnes handicapées, des migrants, des réfugiés et des jeunes dans l'ensemble des travaux de l'Organisation.

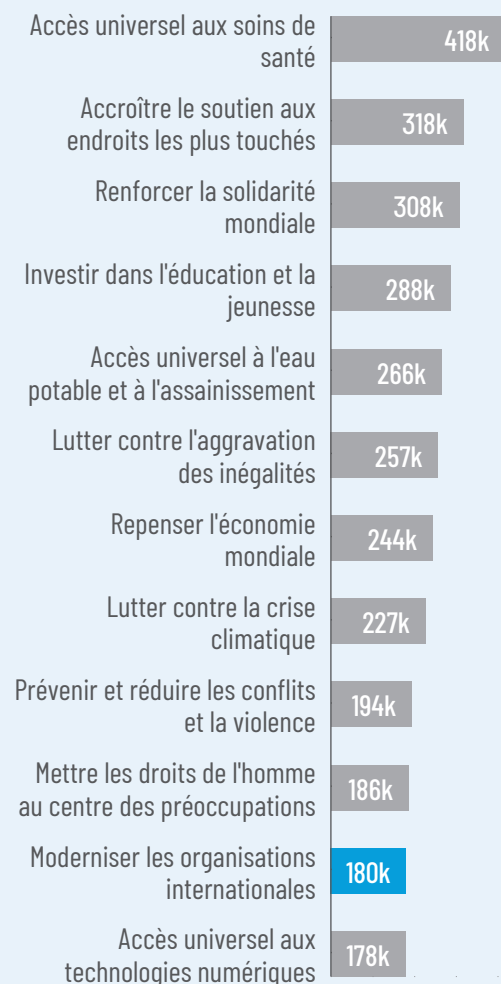
Les participants du monde entier ont souhaité un Conseil de sécurité plus représentatif et plus équilibré, qui représente mieux les vues de tous les États Membres et qui développe un équilibre plus fort entre toutes les nations.

Les participants voulaient voir une organisation plus proactive, impartiale et influente. Ils ont appelé les Nations Unies à être plus fortes pour tenir les États membres responsables des violations du droit international et des normes qu'ils ont accepté de respecter.

Les participants ont souligné la valeur de partenariats locaux solides pour la mise en œuvre et pour passer d'une vision axée sur le gouvernement à une vision axée sur les personnes et la communauté. Ils ont exhorté l'ONU à donner la priorité aux préoccupations et aux besoins des communautés et à se concentrer sur des solutions localisées. Ils ont envisagé un avenir où l'ONU réduirait sa dépendance vis-à-vis des gouvernements nationaux et étendrait les partenariats avec les organisations locales de la société civile et les groupes communautaires pour promouvoir une mise en œuvre plus efficace.

Les participants de toutes les régions souhaiteraient voir une plus grande transparence et responsabilité, avec de nouvelles réformes des processus internes, y compris les procédures de plainte de l'ONU et la protection des lanceurs d'alerte, la protection du personnel et des mandants contre les abus, y compris le harcèlement sexuel, les abus et l'exploitation, entre autres formes d'abus.

UN75 Enquête sur les priorités immédiates pour se remettre de la pandémie : Plus de 180 000 répondants ont choisi de moderniser les organisations internationales à court terme



Question de l'enquête UN75 : Que devrait faire la Commission internationale la communauté a-t-elle des priorités pour mieux se remettre de la pandémie ?
 Base : 1 133 501 (tous les répondants à partir du 22 avril, date à laquelle cette question a été ajoutée). Les participants pouvaient choisir jusqu'à trois réponses.

Bien qu'ils considèrent la Charte des Nations Unies comme le fondement de la paix mondiale et du multilatéralisme, de nombreux participants aimeraient **voir la Charte des Nations Unies révisée pour supprimer les dispositions**

épuisées et introduire des dispositions faisant référence aux nouveaux problèmes auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui, tels que le changement climatique, technologies et guerre moderne.

COMMENT NOUS POUVONS Y ARRIVER

Les participants ont formulé de nombreuses suggestions pour aider à créer l'ONU qu'ils veulent, allant de l'amélioration de la direction morale de l'ONU, des mesures concrètes pour réformer le Conseil de sécurité, d'autres réformes institutionnelles.

Leadership moral de l'ONU

Sur la défense du multilatéralisme et éviter la politisation de l'ONU. De nombreux participants ont appelé le Secrétaire général des Nations Unies à plaider davantage en faveur du multilatéralisme et à appeler les pays à respecter leurs obligations internationales et leurs engagements au titre du Programme 2030. Ils ont également exhorté le Secrétaire général à défendre l'impartialité de l'ONU, à accroître son autonomie et à atténuer les effets négatifs des tensions et des désaccords entre les pays puissants et du retrait du financement par certains États membres.

En donnant l'exemple. Les participants ont exhorté le Secrétaire général à veiller à ce que la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies améliore ses rapports sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance et accélère ses efforts pour se désengager des combustibles fossiles. Les participants à plusieurs dialogues ont encouragé le Secrétariat des Nations Unies et le Secrétaire général à introduire une rémunération équitable pour tous les stagiaires des Nations Unies. Les participants aux États-Unis et l'Afrique subsaharienne ont suggéré que l'ONU entreprenne un effort des Nations Unies à l'échelle pour examiner tous les processus internes et les documents constitutifs de veiller à ce qu'ils ne

idéologies perpétuent pas sur la hiérarchie raciale, la stigmatisation de la pauvreté et la discrimination entre les sexes.

Réforme du Conseil de sécurité de l'ONU

Sur l'augmentation de la représentation au Conseil de sécurité des Nations Unies. Les participants de partout dans le monde, et en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne et de l'Est et de l'Asie du Sud-Est, envie d les gouvernements à élargir la représentation du Conseil de sécurité, en particulier du continent africain. Les étudiants de Suisse suggèrent d'attribuer le statut de membre permanent aux continents, plutôt que dans les pays, avec certains États membres de chaque région en rotation dans la tenue des sièges permanents et le « pouvoir de veto » connexes. Ils ont également proposé que les gouvernements touchés par un problème spécifique en cours de discussion au Conseil de Sécurité de l'ONU (par exemple, en raison d'être parties dans un conflit) soit récusé lors du vote.

« Le CSNU doit permettre une représentation plus inclusive et plus équitable des nations africaines ; non représentées au niveau des membres permanents du Conseil de sécurité et sous-représentées dans la catégorie des membres non permanents du Conseil de sécurité ».

Dialogue organisé par le Centre d'information des Nations unies de Bujumbura, Burundi, 31-45 ans, professions et sexes mixtes

Certains participants ont rêvé d'un organe plus représentatif pour remplacer le Conseil de sécurité des Nations Unies, comme une assemblée parlementaire mondiale ouverte à la participation de tous les États membres.

« La légitimité de l'ONU repose en grande partie sur la représentation et, par conséquent, le Conseil de sécurité devrait être élargi, l'utilisation du veto devrait être interdite et la proportion et la formation des membres permanents devraient être ajustées ».

Kexin Yu, Chine, 16-30 ans, étudiants, mixte.

Sur la modification des règles de la Charte des Nations Unies sur le droit de veto.

Les participants en Afghanistan ont proposé d'accorder à davantage de pays un droit de veto en vertu de l'article 27 de la Charte des Nations Unies. En Slovénie, les participants ont suggéré de modifier les règles de veto pour exiger un minimum de deux vetos de la part des membres permanents du Conseil de sécurité, pour bloquer les résolutions de fond, plutôt qu'une. Les participants à plusieurs dialogues du monde entier, et en particulier les jeunes participants, ont suggéré que le cinq au pouvoir des membres permanents soit complètement aboli afin que tous les membres du Conseil de sécurité ont des droits de vote égaux.

D'autres ont réfléchi à l'effondrement de la Société des Nations lorsque les grandes puissances ont commencé à se retirer, et ont discuté de la nécessité de maintenir certaines incitations pour que les plus grandes puissances restent attachées à l'ONU (comme le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité). Ces derniers participants se sont concentrés sur la question de savoir qui devrait jouir du droit d'exercer le droit de veto dans un Conseil de sécurité élargi et plus représentatif, et si deux vetos devraient être requis pour bloquer les résolutions plutôt qu'un seul.

En Inde, les participants ont suggéré de remplacer le veto par un vote pondéré, réparti en fonction de la population d'un pays. D'autres participants à un dialogue en ligne ont proposé un examen des domaines pour lesquels le droit de veto peut être utilisé.

Sur la révision des interventions de maintien et de consolidation de la paix

Les dialogues dans les pays développés et en développement ont demandé aux gouvernements et au Secrétaire général de l'ONU d'**améliorer les interventions de maintien de la paix, en particulier en réexaminant le rôle des soldats de la paix**. Des étudiants du Royaume-Uni ont affirmé l'importance de :

« prévenir et réparer les crimes commis par les soldats de la paix »

Modèle ONU LondonMet, Royaume-Uni, 16-30 ans, étudiants.

Les participants au Canada ont souligné l'importance du développement plus efficaces et transparentes vetting programmes lors de la sélection des Nations Unies Forces de maintien de la paix.

« La paix, c'est construire des ponts, la communication et l'intégration qui ne peuvent être mis en pratique si tout le monde n'est pas inclus dans la conversation ».

Sillamäe Society for Child Welfare, Peace Child International et We Love Sousse, Estonie, âges, professions, sexes mixtes.

Pour plus de recommandations issues des dialogues de l'ONU75 sur la manière dont l'ONU peut se mettre à niveau pour mieux promouvoir la paix et prévenir les conflits, voir l'Engagement trois, « Promouvoir la paix et prévenir les conflits ».

Autres réformes institutionnelles

Sur la mise à jour de la Charte des Nations Unies.

Des participants du monde entier ont exhorté les gouvernements à mettre à jour la Charte des Nations Unies pour inclure la résolution des nouveaux défis mondiaux, en particulier le changement climatique et d'autres problèmes environnementaux. Les participants au Royaume-Uni ont demandé aux gouvernements de reconsidérer les «dispositions épuisées» de la Charte des Nations Unies, par exemple en supprimant le Conseil de tutelle.

Sur le rôle des négociations intergouvernementales sur une nouvelle structure des Nations Unies.

Italie, les participants ont encouragé les gouvernements à convoquer une conférence intergouvernementale mondiale pour reformuler les aspects et mécanismes clés de la gouvernance mondiale et de la collaboration, à la lumière des développements géopolitiques, économiques et technologiques des 75 dernières années. Les participants de plusieurs dialogues en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'Est et du Sud-Est ont suggéré aux gouvernements de développer un modèle de gouvernance dans lequel les régions, plutôt que les pays, constituent l'unité de base de la prise de décision à l'ONU.

Sur le renforcement des institutions existantes et en créer de nouvelles. En Italie, les participants ont appelé les gouvernements à démocratiser l'ONU par des réformes qui ne nécessitent pas d'amendements à la Charte des Nations Unies, notamment: (a) la création d'une assemblée parlementaire des Nations Unies en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale en vertu de l'article 22 de la Charte; et (b) présenter une «initiative de proposition citoyenne» à l'Assemblée générale des Nations Unies ou à un autre outil de consultation permanent.

De nombreux participants ont également discuté de la nécessité de renforcer les agences, organes et bureaux spécialisés des Nations Unies existants ou d'en créer de nouveaux. En Chine, les participants ont appelé les gouvernements à

renforcer le statut et les ressources du programme des Nations unies pour l'environnement, par exemple en la transformant en une agence spécialisée de l'ONU. En Afghanistan, les participants ont exhorté les gouvernements et le Secrétariat des Nations Unies à renforcer la capacité de l'ONU à surveiller les inégalités mondiales, en créant un organe spécialisé chargé d'explorer la dynamique de la croissance inégale et de l'accumulation extrême de richesses et en recommandant des changements à l'Assemblée générale.

De nombreux participants à travers le monde ont appelé le Secrétaire général à créer un processus officiel de suivi des résultats de l'initiative UN75 et à mettre en œuvre ses recommandations.

Réforme de la gestion et du leadership

Sur la réforme des pratiques d'embauche. Outre leurs appels au Secrétaire général pour qu'il introduise une rémunération équitable pour les stagiaires, de nombreux participants ont exhorté les Nations Unies à mettre en place des pratiques de recrutement plus inclusives et efficaces :

- La réalisation d'une analyse complète de ses processus d'embauche et l'identification des impacts négatifs sur palier supérieur et intermédiaire niveau de gestion de la diversité et de l'inclusion.
- Fixer des objectifs de représentation proportionnelle aux niveaux supérieur et intermédiaire des personnes des pays en développement.
- Recruter davantage d'experts indépendants des pays hôtes et des organisations de la société civile.
- Donner la priorité aux connaissances locales sur les problèmes, en plus des compétences formelles, y compris offrir plus d'opportunités aux membres de communautés défavorisées qui peuvent ne pas provenir de milieux éducatifs ou professionnels qui alimentent traditionnellement le système des Nations Unies, mais qui ont des connaissances spécifiques sur et la proximité aux problèmes locaux et aux solutions.

« L'élitisme dans les pratiques d'embauche peut créer des chambres d'écho et renforcer les mentalités dans l'élaboration des politiques qui considèrent les personnes que nous servons comme des victimes qui doivent être aidées, plutôt que comme des partenaires pour le développement durable avec des idées et des contributions précieuses ».

Dialogue organisé par les Volontaires des Nations unies, initiative UN75, Bureau du président de la 74e Assemblée générale, I Am Your Protector et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, États-Unis, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

Sur l'augmentation de la transparence et de la responsabilité dans les opérations des Nations Unies.

Les participants en Chine ont proposé d'introduire des objectifs et des critères stricts pour évaluer la transparence des opérations de gestion, en sollicitant les contributions des États membres, d'autres organisations internationales et de la société civile.

Pour renforcer la transparence et la responsabilité des dons, y compris ceux de la société civile, des fondations et des entreprises, les participants ont appelé à des rapports plus transparents, à suivre l'allocation de fonds spécifiques et à les relier / évaluer à des projets et résultats spécifiques. D'autres propositions comprenaient l'amélioration de la transparence des budgets et des opérations de l'ONU, notamment par la divulgation et la publication de rapports pertinents.

Les participants ont également suggéré que les gouvernements pourraient s'engager à verser des fonds externes de contrepartie, afin d'assurer un financement public continu de l'organisation. Voir l'engagement huit, « Assurer le financement durable de l'Organisation », pour d'autres propositions sur le financement des Nations Unies dans le cadre des dialogues de l'ONU75.

Meilleure compréhension du travail de l'ONU

Sur l'amélioration des efforts de communication et de relations publiques de l'organisation.

De nombreux participants du monde entier ont appelé les acteurs du système des Nations Unies à améliorer et renforcer leurs efforts de communication et de sensibilisation du public afin que les citoyens du monde entier soient plus conscients de la mission, des objectifs, des projets, des programmes et des opérations de l'ONU. Comme le soulignent les engagements 6, « Nous allons instaurer un climat de confiance », et 10, « Nous favoriserons les partenariats », les participants ont appelé à des partenariats plus solides avec les secteurs de la culture et des arts et à une meilleure communication sur la manière dont les projets financés par les Nations unies conduisent à des changements concrets.

Un système des Nations Unies inclusif et participatif

Sur la participation des citoyens et des communautés locales aux processus politiques.

Les participants de toutes les régions ont appelé les acteurs du système des Nations Unies à améliorer la participation des citoyens, des communautés locales et de toutes les parties prenantes aux processus des Nations Unies, depuis les processus de négociation et de prise de décision, jusqu'à l'élaboration des politiques, la mise en œuvre des programmes et le suivi et l'évaluation des programmes et projets (également voir engagement 10, « Nous favoriserons les partenariats »).

Des élèves du Chili ont souligné l'importance de :

« démocratiser les organisations internationales pour obtenir des résultats meilleurs et plus légitimes ».

Programme des ambassadeurs de l'Agenda 2030 : Red Kimlu, région de l'Araucanía, Chili, âge mixte, étudiants.

Les participants à plusieurs dialogues tenus en Bolivie, en Inde, en Turquie et aux États-Unis ont également souligné la nécessité d'une approche décentralisée de la prise de décision, impliquant les communautés locales, la société civile, les ONG et d'autres parties prenantes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, afin d'assurer le développement des solutions sur mesure pour différentes réalités locales.

« Nous soutenons fermement un modèle plus démocratique de gouvernance mondiale, qui donne aux individus, sous la forme agrégée de la société civile, les moyens de s'exprimer de manière significative sur les questions qui touchent à leur existence. Ils pourraient le faire en participant aux négociations, en dialoguant (ou en étant représentés) au sein des institutions mondiales. En définitive, faire partie d'une nouvelle vision "omni-latérale" des relations internationales. Un tel modèle permettrait de mieux poursuivre l'objectif de réduction des inégalités et de favoriser l'intégration et l'égalité des sexes ».

Susanna Cafaro et l'équipe de recherche sur la démocratie supranationale de l'université du Salento, en Italie, avec des âges, des professions et des sexes mixtes.

À Tuvalu, les participants ont souligné la nécessité de promouvoir l'inclusion des petits États insulaires en développement dans les processus de formulation des politiques des Nations Unies. Les participants à plusieurs dialogues ont souligné la nécessité d'impliquer davantage les organisations régionales dans les processus de prise de décision, d'élaboration des politiques et de mise en œuvre de l'ONU.

Les participants ont décrit les plates-formes en ligne et les dialogues en cours comme des

outils utiles pour améliorer la participation des citoyens. Aux États-Unis, les participants ont proposé de créer une « Assemblée parlementaire », proportionnellement représentative de la diversité de l'humanité, pour servir d'organe de conseil des citoyens à l'Assemblée générale. De même, les étudiants ont proposé l'amélioration de la représentation des citoyens et des jeunes par la mise en place d'un « Global People » du Parlement de », à savoir une assemblée parlementaire consultative directement élue par le peuple, qui permettra de faire entendre la voix de toutes les personnes.

Sur l'amélioration de la participation des femmes, des groupes autochtones et d'autres minorités De nombreux dialogues ont souligné la nécessité d'une plus grande inclusion des groupes autochtones, des minorités, des femmes, des jeunes et des personnes handicapées dans les processus des Nations Unies. Pour renforcer l'inclusion des groupes autochtones, les participants ont proposé d'établir un statut d'observateur officiel pour les peuples autochtones à l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que d'augmenter leur représentation aux réunions des Nations Unies, et une résolution qui garantira que leurs voix seront entendues dans la prise de décision. Au Cameroun, les participants ont demandé plus d'attention à l'inclusion des personnes handicapées.

« Les jeunes/la prochaine génération doivent disposer d'espaces désignés pour exister et participer à la gestion des urgences et des problèmes existants et/ou à venir. La paix consiste à construire des ponts, la communication et l'intégration qui ne peuvent être mis en pratique si tout le monde n'est pas inclus dans la conversation ».

Sillamäe Society for Child Welfare - Peace Child International - We Love Sousse, Estonie, des âges, des professions et des sexes mixtes.

Les participants ont souligné la nécessité de promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans la prise de décision à l'ONU. Les participantes ont proposé de tirer parti du COVID-19 pour permettre des modalités de travail plus éloignées et flexibles, ainsi que des congés de maternité et de paternité plus longs. Ils ont également recommandé des panels d'entretien équilibrés entre les sexes, des évaluations de la performance en matière de genre et des programmes de formation pour prévenir et reconnaître les agressions et abus sexuels.

« Les participants souhaitent voir une Organisation des Nations Unies qui pourrait soutenir les jeunes et le personnel de niveau intermédiaire, en particulier les femmes, sur un chemin de carrière à l'ONU qui soit stimulant, épanouissant et viable. [...] Ils veulent des conditions de travail plus souples pour atteindre l'égalité des sexes, des services de garde d'enfants sur place, un congé de maternité et de paternité plus long. [...] Malgré d'excellents progrès en matière de parité des sexes aux niveaux supérieurs de l'organisation, celle-ci n'a pas eu de retombées ».

Young UN, en ligne, 31-45 ans, cadres et professionnels, en majorité des femmes.

Voir les engagements cinq, neuf et onze pour plus de recommandations sur le placement des femmes et des filles au centre, le renforcement des partenariats et l'écoute et le travail avec les jeunes, respectivement.

Améliorer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation

Impliquer les communautés locales, la société civile, les organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes pour renforcer la mise en œuvre. De nombreux participants, en particulier de Fidji, de Géorgie, de Mongolie et des États-Unis, ont encouragé l'ONU à travailler en coopération plus étroite avec les acteurs locaux et les communautés vulnérables pour la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets.

Des étudiants aux États-Unis ont proposé que l'OIM, le HCR, ONU Femmes et l'ONU DC créent un « Comité consultatif conjoint des survivants migrants / réfugiés », dans le but d'inclure les migrants, les réfugiés et les survivants de la traite des êtres humains et les organisations de la société civile associées dans la rédaction et la mise en œuvre des politiques.

« Inclure un large éventail d'acteurs locaux dans les processus de formulation des politiques et mettre l'accent sur l'écoute des besoins de la communauté et sur l'utilisation prioritaire de solutions localisées. Accroître la participation des acteurs et des dirigeants locaux aux efforts des Nations unies par le biais de partenariats multipartites inclusifs permettra d'accroître l'appropriation locale des programmes de développement, en augmentant les efforts de mise en œuvre ».

ONU75, Volontaires des Nations Unies, Bureau du Président de la 74e Assemblée générale, Je suis votre protecteur et Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, États-Unis d'Amérique, 31-45 ans, professions et sexes mixtes.

En Mongolie, les participants ont recommandé que la performance des initiatives des Nations Unies soit évaluée par des institutions indépendantes. Aux Fidji, les participants ont proposé d'améliorer les processus d'évaluation pour inclure une évaluation de l'engagement communautaire. Les étudiants au Liban ont demandé une plus grande surveillance of projets de santé des Nations Unies mis en œuvre au niveau des pays, pour éviter la corruption et la mauvaise gestion.

Sur la supervision et la promotion de la mise en œuvre des accords internationaux

Les participants à de nombreux dialogues ont exhorté le Secrétaire général des Nations Unies à tenir les États membres responsables de la mise en œuvre des accords internationaux aux niveaux sous-national et local.

De nombreux participants ont souligné la nécessité d'élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre des résultats de l'initiative UN75.

« Les politiques, conventions et traités de l'ONU sont bien formulés au niveau supérieur mais leur mise en œuvre fait défaut au niveau local ou infranational [...] Par conséquent, l'ONU doit accorder plus d'attention à l'application et à la mise en œuvre à ces niveaux infranationaux ».

Dialogue organisé par ONU Mongolie, Bureau du coordinateur résident, 16-30 ans, avec des organisations soutenant et protégeant les droits des jeunes et des enfants, mixtes.

APERÇU DE LA RECHERCHE²

Publications universitaires

- Biersteker, T. 2020 [Kofi Annan's Legacy of UN Reform](#). Caribbean Journal of International Relations.
- Browne, S. 2019 [UN Reform: 75 years of Challenge and Change](#).
- Donini, A. 2020 « [Crashing Waves and Rising Tides: The Case for UN 2.0](#) » Global Governance.
- Harrington, J. 2017 « [The Working Methods of the UN Security Council: Maintaining the Implementation of Change](#) » International & Comparative Law Quarterly.
- Jeangène Vilmer, J. 2018 « [The Responsibility Not to Veto: A Genealogy](#) » Global Governance.
- Malone, D. & Day, A. 2020 « [Taking Measure of the UN's Legacy at Seventy-Five](#) » Ethics & International Affairs.
- Mao, R. 2020 « [古特雷斯联合国改革议程与中国建设性角](#) » Global Review.
- Mustafa, S. 2019 « [ظل تزايد الازمات الدولية](#) » Academic Journal of Nawroz University.
- Nadin, P. 2018 [UN Security Council Reform](#).
- Nolan, A., Freedman, R. & Murphy, T. (eds) 2017 [The UN Special Procedures System](#).

2. Cet aperçu de la recherche comprend une sélection des publications les plus citées dans le cadre de la cartographie générale de la recherche universitaire et politique de l'ONU75 axée sur le multilatéralisme, les Nations unies et les domaines de travail de l'ONU, couvrant les six langues officielles de l'ONU. La cartographie de la recherche a été réalisée en collaboration avec l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement. Pour la méthodologie complète, voir le rapport de l'ONU75 « [Façonnons notre avenir ensemble](#) ».

- Williams, P. 2020 « [The Security Council's peacekeeping trilemma](#) » International Affairs.
- Winther, B. 2020 « [A Review of the Academic Debate about UN Security Council Reform](#) » Chinese Journal of Global Governance.

Recherche et rapports sur les politiques

- Beishem, M. 2018 [UN Reforms for the 2030 Agenda: Are the HLPF's Working Methods and Practices « Fit for Purpose »?](#), German Institute for International and Security Affairs.
- Bertini, C. 2019 [Leading Change in UN Organizations](#), Chicago Council on Global Affairs.
- Dearnorff Miller, S. 2019 [The Global Refugee Regime and UN System-wide Reforms](#), World Refugee Council/Centre for International Governance Innovation.
- Independent Commission on Multilateralism 2017 [Humanitarian Engagements](#).
- Khalil, M. 2020 [Reforming the UN Security Council](#), Together First.
- Morán Blanco, S. 2017 [Naciones Unidas en la sociedad internacional. Entre el deseo de reforma y la ausencia de voluntad política](#), Instituto Español de Estudios Estratégicos.

- Security Council Report 2018 [The Penholder System](#).
- Together First 2020 [Stepping Stones for a Better Future: 10 Ideas for World Leaders Who are Serious about Building Back Better](#).
- UN 2017 Shifting the management paradigm in the UN: ensuring a better future for all: Report of the Secretary-General .
- UN Sustainable Development Group 2020 [Innovating and Transforming the UN Development System for the 2030 Agenda: The Delivering Together Facility in 2019](#).

Commentaires et articles d'opinion

- Azam, S. 2020 « [Reform of the UN Organization](#) » Inter Press Service.
- Deo, N. 2019 « [Failing to reform the UN](#) » Gateway House: Indian Council on Global Relations.
- Heen, C. et al. [Council of Councils] 2020 « [The UN Turns Seventy-Five. Here's How to Make it Relevant Again](#) ». Council on Foreign Relations.
- Le Monde & AFP 2020 « [Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sur la sellette](#) » Le Monde.
- Ramcharan, B. 2017 « [Four Easy Steps to Reform the UN Human Rights Council](#) » PassBlue.